

# LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ISLAMISTES AU MALI

LES RÉCENTES ATTAQUES ONT MIS À RUDE ÉPREUVE  
LA JUNTE MILITAIRE



**ROSA  
LUXEMBURG  
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE



**ARMIN OSMANOVIC**



# LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ISLAMISTES AU MALI

Les récentes attaques ont mis à rude épreuve la junte militaire.

————— ARMIN OSMANOVIC

**Armin Osmanovic** est le Directeur de la Fondation Rosa Luxemburg - Bureau Régional Afrique de l'Ouest à Dakar, au Sénégal.



## **IMPRINT**

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office

Author : Armin Osmanovic

Cover Illustration & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

**This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.**



**ROSA LUXEMBURG STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

# L'enlèvement

est l'une des principales sources de financement des groupes djihadistes. Le 21 janvier 2026, le citoyen espagnol Gilbert Navaro a été remis aux autorités maliennes.

Un tournant dans l'histoire du Mali a été marqué par les attaques menées le 25 avril par les rebelles touareg issus du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et par le groupe djihadiste Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM]. Les mois à venir pourraient sceller le destin de ce vaste pays d'Afrique de l'Ouest, menacé de désintégration.

Il s'agit là d'un événement sans précédent: les forces touareg et les djihadistes, qui se sont récemment alliés, sont parvenus à mener des offensives simultanées contre les Forces armées maliennes (FAMA) à divers endroits du pays. Ces attaques ciblaient directement la junte militaire. Ces forces djihadistes armées, qui comptent 20,000 hommes, ont tué le ministre malien de la Défense, Sadio Camara, qui était le deuxième dirigeant le plus puissant de la junte militaire. Camara, une figure qui jouissait

d'une popularité considérable, était un proche confident du chef de la junte et président de la Transition, Assimi Goïta.

La ville de Kidal, située au nord du Mali, a également été conquise par les rebelles. L'armée malienne a subi un revers particulièrement dur. Ce n'est qu'en 2023, avec l'aide de l'Africa Corps russe (successeur du groupe privé Wagner), qu'elle a pu reconquérir la ville. Il s'agissait d'une victoire hautement symbolique, d'autant plus que le gouvernement issu du coup d'État avait récemment expulsé les Français du pays, arguant notamment de leur incapacité à garantir la sécurité intérieure.

Suite aux attaques du 25 avril, des questions subsistent quant à l'impact de la perte de Kidal sur le soutien dont bénéficie actuellement l'armée au sein de la société malienne, qui était initialement assez favorable aux autorités militaires.

## L'ÉMIR DES DJIHADISTES

L'un des principaux instigateurs de la tentative de renversement du régime militaire de Bamako est Iyad Ag Ghali, un chef de guerre djihadiste de l'ethnie touareg originaire du nord du pays. Depuis les années 1980, il a participé à plusieurs rébellions touarègues dans le cadre de la lutte pour l'indépendance de cette ethnie margina-

lisée par le gouvernement de Bamako. En 2012, il initie la création de son propre groupe, Ansar Dine (Défenseurs de l'islam). À l'instar d'autres leaders de groupes djihadistes opérant non seulement au Mali, mais aussi dans les pays voisins que sont le Burkina Faso et le Niger, il est passé du séparatisme touareg à l'islamisme.

La même année, Ansar Dine s'est emparé de la ville désertique de Tombouctou. Le drapeau noir des islamistes a alors été hissé par les combattants d'Ag Ghali et la charia a été instaurée en ville. La campagne d'Ag Ghali vise à remplacer la pratique traditionnellement observée de l'islam soufi dans la région par la doctrine plus stricte du salafisme. Ses combattants ont détruit des sanctuaires islamiques dans la ville. La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt international à l'encontre d'Ag Ghali en réponse au massacre de soldats capturés de l'armée malienne.

**“ LES DEUX DIRIGEANTS AMBITIONNENT D'INSTAURER UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DANS LEUR PAYS. LA MAURITANIE OU LA SYRIE POURRAIENT SERVIR DE MODÈLES POUR UN 'CALIFAT ISLAMIQUE' AU MALI.”**

La France, qui fut autrefois la puissance coloniale dirigeant le pays, a lancé l'opération Serval à la suite de la chute de Tombouctou. Initialement, l'armée française est parvenue à repousser les rebelles touareg et les djihadistes. Cependant, quelques années plus tard à peine, Iyad Ag Ghali et son groupe Ansar Dine se sont alliés à d'autres groupes armés pour former la coalition djihadiste Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), une branche officielle d'Al-Qaïda dans la région. Opérant dans le Sahel depuis les années 1990, ce réseau terroriste international s'est procuré les

ressources financières nécessaires en commettant des attentats et, plus particulièrement, en enlevant des touristes occidentaux pour lesquels il a manifestement reçu des rançons de la part d'États occidentaux.

Dès la création du JNIM, Ag Ghali s'est imposé comme l'un des principaux adversaires du gouvernement de Bamako. À l'origine, il a mené la lutte contre le gouvernement démocratiquement élu d'Ibrahim Boubacar Keïta. Même les troupes françaises et la mission de maintien de la paix de l'ONU (Mission multidimensionnelle inté-

grée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA) se sont révélées incapables de contrer les tactiques de guérilla employées par les djihadistes, qui opéraient en petites unités très mobiles, souvent équipées de motos et de pick-up.

Après la chute du gouvernement Keïta en 2020, puis le deuxième coup d'État survenu à peine un an plus tard, Assimi Goïta, l'homme fort de l'armée, s'est imposé comme le dirigeant de facto du Mali. Depuis lors, le JNIM se bat contre la junte militaire.

## EN QUÊTE D'UN CALIFAT ?

Iyad Ag Ghali s'est également allié à Amadou Koufa, fondateur du groupe terroriste Katiba Macina, dans le centre du Mali. Ce dernier est membre de l'ethnie peule (ou Fulbé), une minorité importante présente dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest, persécutée à maintes reprises tout au long de l'histoire de la région. À l'instar d'Ag Ghali, Koufa est devenu un fervent adepte de l'islam salafiste, notamment influencé par une période passée en Arabie saoudite. Comme Ag Ghali, Koufa, ancien prédicateur itinérant, cherchait à islamiser la région.

Cependant, après avoir temporairement rejoint la branche d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique, des affrontements sanglants ont éclaté à plusieurs reprises entre les djihadistes. Son alliance avec Ag Ghali a considérablement affaibli l'influence de l'État islamique au Mali.

Les deux dirigeants ambitionnent d'instaurer une république islamique dans leur pays. La Mauritanie ou la Syrie pourraient servir de modèles pour un « califat islamique » au Mali. Néanmoins, leur projet d'ordre politique demeure nébuleux, outre l'instauration de la charia. Rompre avec l'ancien État laïc et postcolonial, profondément discrédité en raison de la mauvaise gouvernance, de la corruption et de la pauvreté, est pour l'instant leur priorité.

***“ Les mesures d'austérité et de privatisation ont érodé un État postcolonial déjà fragile en transférant ses responsabilités dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures à de grandes agences internationales de développement, à des ONG et à des entreprises privées ”***

Les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont contribué à l'effondrement de l'ancien État malien que l'armée de Goïta, à l'instar des juntes militaires au pouvoir au Burkina Faso et au Niger, prétend vouloir réformer. Leurs mesures d'austérité et de privatisation ont érodé un État postcolonial déjà fragile en transférant ses responsabilités dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures à de grandes agences internationales de développement, à des ONG et à des entreprises privées. L'État s'est ainsi encore davantage retiré, ce qui a sapé sa légitimité auprès de ses citoyen-ne-s.

Cette situation est d'autant plus dévastatrice qu'elle s'est produite dans le contexte d'une crise économique prolongée, amorcée par la grande sécheresse sahélienne des années 1970, et qui s'est progressivement aggravée jusqu'à aujourd'hui, notamment en raison des effets du réchauffement climatique.

## SCÉNARIOS D'AVENIR

Un autre leader important est l'imam influent Mahmoud Dicko, qui a déjà servi de médiateur entre le gouvernement Keïta et les djihadistes du Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM]. Dicko adhère au courant salafiste de l'islam et a longtemps présidé le Haut conseil islamique malien (HCIM), auparavant dirigé par des chefs traditionnels qui ne s'immisçaient pas dans la politique et récusaient le salafisme saoudien (le wahhabisme).

Dicko avait auparavant appelé à manifester contre le gouvernement Keïta, mais a été contraint à l'exil à la suite du coup d'État militaire. Depuis lors, l'imam réside en exil en Algérie.

Selon les analystes, ce chef religieux islamique, qui reste influent, pourrait devenir un leader potentiel de l'ère post-militaire en cas de soulèvement populaire contre Goïta à Bamako. Cependant, un tel soulèvement ne semble pas probable pour l'instant, d'autant plus que le gouvernement militaire s'est empressé d'interdire les organisations de la société civile associées à Dicko. À l'heure actuelle, il apparaît plus probable que le conflit armé pour le contrôle du pays s'intensifie. Cela pourrait exacerber l'insécurité des 22 millions de civil.e.s (qui espéraient que les forces armées maliennes et leurs alliés russes instaureraient la paix) et les plonger dans une situation encore plus périlleuse.

Les djihadistes, qui ont déjà annoncé un blocus de la capitale, Bamako, appa-

raissent particulièrement bien préparés à une nouvelle escalade militaire. Pour financer leurs opérations, les milices recourent au trafic généralisé de drogue et d'armes, ainsi qu'aux taxes qu'elles imposent sur l'extraction et le négoce des matières premières, comme l'or et le lithium. En échange d'une prétendue «sécurité», les djihadistes extorquent de l'argent aux mineur.se.s, aux négociant.e.s et aux agriculteur.se.s.

Les enlèvements d'expatriés, notamment de professionnel.le.s internationaux, mentionnés précédemment, servent aussi à financer le djihadisme. Ils sont perpétrés dans le but de réclamer des rançons. C'est en octobre 2025 que les djihadistes ont porté un coup de maître en attaquant la ferme modèle de Sanankoroba, située à proximité de Bamako. Le propriétaire de cette ferme n'est autre que le cheikh Ahmed bin Maktoum Al-Maktoum, un général à la retraite des Émirats arabes unis (EAU) et membre de la famille régnante de Dubaï. Une importante rançon, estimée à environ 70 millions de dollars américains, aurait été versée pour la libération de deux Émiratis retenus en otage.

Alors que la tension monte au Sahel, de nombreuses spéculations circulent. En raison du paiement de rançons et des négociations engagées directement par l'émir de Dubaï avec les djihadistes de Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM], les Émiratis sont accusés de tentatives d'ingérence au Mali. Certains prévoient un scénario

similaire à celui du Soudan, où des puissances régionales extérieures, comme les Émirats arabes unis, enveniment le conflit. L'hypothèse d'une influence Émiratie favorable au JNIM paraît improbable, Dubaï étant traditionnellement hostile aux forces islamistes.

***“ LE PEUPLE MALIEN SE RETROUVE AINSI  
ABANDONNÉ À SON PROPRE SORT DANS LA  
LUTTE POUR L'AVENIR DE SON PAYS. ”***

Contrairement au Soudan ou au Yémen, l'influence des puissances extérieures a jusqu'à présent été mineure au Mali et dans le reste du Sahel. Ainsi, la présence d'environ 2500 mercenaires russes dans le pays s'avère sans impact décisif sur l'issue du conflit, comme en témoignent les récentes attaques ayant conduit à la défaite et à la retraite des troupes de l'Africa Corps russe. La France, qui fut jadis une puissance coloniale, est perçue avec scepticisme au Mali et dans toute l'Afrique de l'Ouest. Elle choisit de ne pas s'engager dans de nouvelles aventures militaires. Le peuple malien se retrouve ainsi abandonné à son propre sort dans la lutte pour l'avenir de son pays.

L'Europe devrait avant tout se préoccuper de la société civile malienne, qui a actuellement désespérément besoin de soutien. En outre, la lutte contre le réchauffement climatique, indépendamment des luttes de pouvoir internes, sera déterminante pour la capacité du Mali à rester un pays habitable dans un monde qui pourrait prochainement se réchauffer de deux, voire trois degrés. Mali remains habitable in a world that could soon be two or even three degrees warmer.